



Notes de lecture

DAUMAS Jean-Claude

- *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XX^e siècle*

MARTIN-PRÉVEL Yves, MAIRE Bernard (coord.)

- *La nutrition dans un monde globalisé. Bilan et perspectives à l'heure des ODD*

DELAPORTE Ixchel

- *Les raisins de la misère. Une enquête sur la face cachée des châteaux bordelais*

BUREAU Marie-Christine, CORSANI Antonella, GIRAUD Olivier, REY Frédéric (dirs.)

- *Les zones grises des relations de travail et d'emploi*

LEOLPOLD Aldo

- *L'éthique de la terre*

BOUDIA Soraya, JAS Nathalie

- *Gouverner un monde toxique*

BRUNEAU Ivan, LAFERTÉ Gilles, MISHI Julian, RENAHY Nicolas (dirs.)

- *Mondes ruraux et classes sociales*

LAFERTÉ Gilles

- *L'embourgeoisement : une enquête chez les céréaliers*

Christophe AGOU (film de)

- *Sans adieu*

HAUDIQUET Philippe

- *Les paysans ne sont pas à vendre. Treize documentaires (1970-1993)*

François-Xavier DROUET (film de)

- *Le temps des forêts*

CENTEMERI Laura

- *La permaculture ou l'art de réhabiter*

NESE n° 46, Décembre 2019, pp. 81-91

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et Études Socio-Économiques est une revue du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère, mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Béatrice Sédillot, MAA-SG-SSP, Cheffe du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Héroult, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

Didier Cébron, MAA-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Julien Hardelin, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de la stratégie et de la prospective

Vincent Hébraïl-Muet, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

Bruno Héroult, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAA-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Béatrice Sédillot, MAA-SG-SSP, Cheffe du Service de la Statistique et de la Prospective

Composition : SSP

Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2259-4841

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



DAUMAS Jean-Claude

La révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIXe-XXe siècle

Flammarion, octobre 2018, 596 pages

500 grandes pages de texte foisonnant et détaillé, suivies de 100 pages touffues de bibliographie et index : voilà bien ce qu'on appelle une « somme », autrement dit un gros ouvrage, dense, impressionnant de maîtrise et d'érudition, faisant le tour complet de son sujet. Dans cette vaste fresque consacrée à deux siècles de consommation en France, l'auteur (professeur émérite des universités) croise plusieurs approches : histoire sociale, étude des représentations et mentalités, histoire économique, monographies d'entreprises, statistiques de revenus, portraits biographiques et familiaux, synthèses à caractère philosophique et critique.

L'ensemble, rigoureusement structuré, comporte cinq parties chronologiques couvrant la période allant de 1840 à aujourd'hui. Chaque partie est constituée de chapitres dédiés à des groupes particuliers (ouvriers, « paysans » puis « agriculteurs », « monde bourgeois » puis « classes supérieures », couches moyennes, cadres, catégories précaires, etc.) ou à des thèmes spécifiques (« rêve américain », expansion continue des besoins, « monde des choses », « démocratisation inachevée », influences internationales, etc.).

À chaque fois, cette consommation est abordée sous divers angles, privilégiant tour à tour les *secteurs* (alimentation, logement, ameublement, transport, énergie, habillement, santé et hygiène, loisirs, culture, etc.), les *produits* et *services* (pain, viande, fruits, légumes, vin, chocolat, sucre, voiture, vélo, chauffage, moulin à légumes, réfrigérateur, machine à laver, radio, télévision, *smartphones*, vacances, barbecue, etc.), les *circuits* (café-épicerie, petit commerce, grande distribution, web, logistique, marketing, banque, crédit, etc.) et enfin les *modalités* et *styles* de

consommation (ostentatoire et luxueuse ou de survie et nécessiteuse, de masse ou de niche, libre ou mimétique, traditionnelle ou alternative, etc.). Au-delà de ces différents objets et niveaux d'analyse, Daumas défend la thèse générale d'une « révolution matérielle » massive et ininterrompue, d'une progression multiséculaire, même s'il est le premier à reconnaître et à démontrer que les consommations sont quantitativement et qualitativement variables, et socialement inégales.

Les familiers de la chose agricole s'intéresseront d'abord aux cinq chapitres sur les consommations des familles de paysans et d'agriculteurs, et aux 120-130 pages, disséminées dans le livre, concernant le système alimentaire : stratégies des entreprises, circuits de distribution et de vente, pouvoir d'achat des familles, éducation ménagère, denrées, électroménager, recettes de cuisine, nutrition, etc. Sur tous ces points, ils trouveront une riche compilation de références, données et résultats, inédite en langue française.

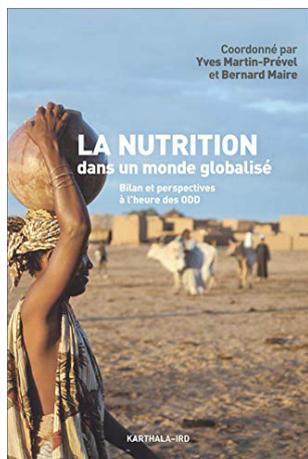
Mais on peut parier qu'ils n'en resteront pas à ces lectures ciblées et que le style alerte et encyclopédique du livre les poussera à butiner d'autres chapitres... Il leur apparaîtra alors clairement que les différents secteurs de consommation sont interdépendants, que les demandes et achats des uns s'expliquent aussi par ceux des autres, et qu'en permettant de s'immerger aussi profondément au cœur des modes de vie, cette histoire de la consommation en France est une excellente manière de raconter l'histoire des Français.

Bruno Héroult

Centre d'études et de prospective
MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



MARTIN-PRÉVEL Yves, MAIRE Bernard (coord.)

*La nutrition dans un monde globalisé.
Bilan et perspectives à l'heure des ODD*

Karthala-IRD, 2018, 270 pages

Jamais les questions de nutrition n'ont bénéficié d'autant d'attention et d'interventions à l'échelle internationale. Ce livre décrit les étapes et les conditions de cette lente affirmation, et les principaux défis du moment. Rédigé par quelques uns des meilleurs spécialistes français et canadiens du sujet (médecins, agronomes, économistes, gestionnaires de programmes d'aide), il offre un excellent panorama des dispositifs institutionnels et des actions de terrain, des avancées scientifiques, mais aussi des représentations politiques et morales véhiculées par les acteurs.

Plusieurs chapitres font une lecture historique des débats, depuis « la faim dans le monde », relevant de l'urgence humanitaire traditionnelle, jusqu'à l'approche intégrée contemporaine de la « sécurité alimentaire et nutritionnelle », mobilisant un nombre élevé « d'initiatives » et de « mouvements », de centres de décision et de contrôle, aux frontières parfois floues et aux résultats difficiles à évaluer. De décennies en décennies, la question a néanmoins toujours été traitée sous un angle agricole et malthusien, en termes de « disponibilités » puis « d'accès », les vraies nouveautés récentes consistant en l'affirmation du secteur privé et du thème de la « souveraineté alimentaire ».

Une autre série de textes expose les principales pathologies actuelles : malnutrition aiguë de l'enfant, malnutrition plus chronique des adolescents et adultes, carences en protéines et micronutriments (vitamine A, fer, zinc, thiamine, riboflavine), surpoids et obésité, diabète, etc. Les

conséquences n'en sont que trop bien connues : retard de croissance physique et de développement psychique, déficience immunitaire, maladies chroniques dites « de civilisation » ou « de surcharge », et, plus largement, moindre niveau d'éducation et perte de capital humain, productivité économique réduite, pauvreté endémique et coûts budgétaires.

Enfin, d'autres articles se concentrent sur l'évolution des priorités politiques, sur les stratégies d'intervention, les jeux d'acteurs et la gouvernance mondiale. Ils insistent tous sur quelques grands principes à faire prévaloir : approche multifactorielle, recherche d'équité, travail partenarial, actions décentralisées, durabilité et redevabilité, mais aussi « promotion de la santé » permettant aux individus et aux populations d'accroître le contrôle de leur propre santé. À l'avenir il faudra surtout, selon les auteurs, lutter contre la fragmentation et le chevauchement des initiatives, favoriser les dispositifs intégrateurs, améliorer le management et mieux faire se parler agronomes, humanitaires et spécialistes du développement. Il faudra aussi établir des plaidoyers basés sur des connaissances étayées et partagées, pouvant garantir l'attention politique et des financements de long terme.

Bruno Hérauld

Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



DELAPORTE Ixchel

Les raisins de la misère. Une enquête sur la face cachée des châteaux bordelais

Éditions du Rouergue, octobre 2018, 174 pages

La viticulture et l'arboriculture, qui demandent beaucoup d'emplois temporaires, s'étendent sur des territoires souvent marqués par des niveaux élevés de précarité économique et sociale. L'Insee a bien décrit ce phénomène, pour la région Aquitaine, avec trois notes publiées en 2011, 2014 et 2017 montrant une forte corrélation entre ces types de culture, une fréquence élevée de contrats saisonniers et une sur-représentation des allocataires du Revenu de solidarité active (RSA). Ces publications parlent même d'un « couloir de pauvreté », reliant la pointe du Médoc à Agen, en passant par Pauillac, Saint-André-de-Cubzac, Libourne, Sainte-Foy-la-Grande, Bergerac, Marmande et Villeneuve-sur-Lot. Sur ces zones, les exploitants sont très minoritaires par rapport aux nombreux salariés agricoles, plutôt jeunes, peu qualifiés, mal rémunérés, souvent célibataires voire isolés. La saisonnalité des cycles de production favorise une grande mobilité de la main-d'œuvre, aux ressources fluctuantes, d'origine locale mais pouvant aussi venir de très loin.

C'est la lecture de ces notes de l'Insee qui a poussé l'auteure de ce livre, journaliste, à entreprendre une enquête pour voir ce qu'il en était vraiment. Son reportage, fait d'entretiens et d'observations de terrain, est centré sur la seule viticulture. Pourquoi et comment la grande fortune des châteaux du bordelais cohabite-t-elle avec la précarité de leurs employés et des populations environnantes ? Au fil de ses rencontres, elle décrit l'envers du décor, la face cachée du milieu du vin, les à-côtés de la mythologie. Bien sûr, les conditions de travail sont

dures en hiver (taille), au printemps (palissage, épamprage) comme en automne (vendanges), avec de longues journées, la fatigue, l'usure physique et les accidents. Les relations humaines sont dures aussi, faites de sujétion et d'obéissance, de surveillance et de contrôle, de la part des exploitants comme des entreprises de travaux agricoles. Les rémunérations restent faibles, puisque le salaire horaire est bas, les contrats courts et les heures supplémentaires pas toujours payées. Les conditions de logement demeurent plutôt mauvaises : l'hébergement par l'employeur est de moins en moins fréquent, les parcs immobiliers ruraux sont insuffisants et les marchands de sommeil peu scrupuleux. Au total, une part significative de ces travailleurs et de ces territoires est marquée par la fragilité et la vulnérabilité.

Ce petit livre, parfois un peu superficiel, ne dit rien de plus, mais il le dit bien. Ce faisant, il confirme ce que des travaux plus savants d'historiens et d'économistes ont déjà montré : la monoculture de la vigne, qui a empêché ou limité l'installation d'activités industrielles et de services, fonctionne grâce à de nombreux tâcherons. Le vin crée de formidables richesses, mais il ne sait pas les redistribuer, et contribue directement à entretenir la précarité sociale de ses territoires d'élection.

Bruno Héroult

Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BUREAU Marie-Christine, CORSANI Antonella,
GIRAUD Olivier, REY Frédéric (dirs.)

Les zones grises des relations de travail et d'emploi

Éditorial Teseo, mars 2019, 678 pages

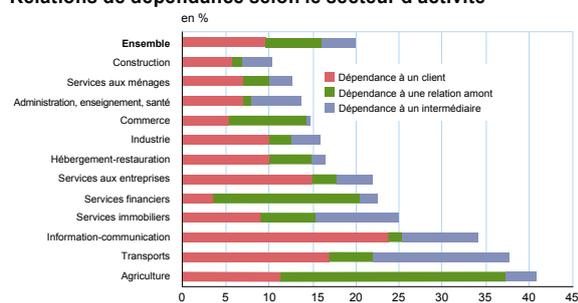
Alors que l'emploi et le travail connaissent d'importants changements, notamment dans le sillage de la digitalisation de l'économie, ce dictionnaire fait un état des lieux des connaissances sociologiques sur les mutations à l'œuvre et les problématiques qu'elles soulèvent. Bien que de portée générale, il comporte de nombreuses références directes à l'agriculture, à la fois en tant que secteur emblématique de certaines situations d'emploi et structurant dans l'histoire du travail, de par son poids dans l'économie jusqu'à la moitié du XX^e siècle.

Une entrée thématique est par exemple consacrée aux saisonniers agricoles. Par ses spécificités, le CDD saisonnier, majoritairement utilisé en agriculture, institutionnalise la discontinuité dans la relation d'emploi, tout en autorisant une certaine régularité. Ainsi, certains saisonniers travaillent pour un même employeur, d'année en année. Leurs conditions de vie précaires, doublées d'une faible visibilité sociale et politique, ralentissent leur accès aux droits sociaux. S'adressant à des publics peu qualifiés ou fragilisés, ces types d'emplois favorisent, selon les auteurs, la mise à distance d'un travail qui, autrement, pourrait devenir insoutenable.

Le travailleur agricole, indépendant ou salarié, est également replacé, par divers articles, dans un contexte d'évolutions plus larges : pluriactivité, travail des femmes dans les entreprises familiales, travail indépendant et relation de subordination, contours de la catégorie de travailleur indépendant, etc. Même lorsque l'agriculture n'est abordée que de façon incidente, l'analyse éclaire les dynamiques à l'œuvre dans ce secteur, comme l'illustre l'article sur les « travailleurs indépendants

économiquement dépendants » (TIED). Sans être récentes, ces relations d'emplois hybrides, entre salariat et indépendance, sont observées avec plus d'attention depuis les années 2000 (OIT, Commission européenne). Elles interrogent les catégories statistiques, mettent à l'épreuve les juristes et ont débouché, dans certains pays (Allemagne, Espagne, etc.), sur la création d'une nouvelle catégorie de travailleurs, dotée d'un statut spécifique visant à mieux les protéger. En France, une récente publication de l'Insee montre ainsi que le secteur agricole présente la plus forte proportion de TIED : plus de 40 % des agriculteurs se disent fortement dépendants d'un fournisseur ou d'un client, voire, plus rarement, d'un intermédiaire. Plus largement, ces dépendances se traduisent par des contraintes organisationnelles fortes.

Relations de dépendance selon le secteur d'activité

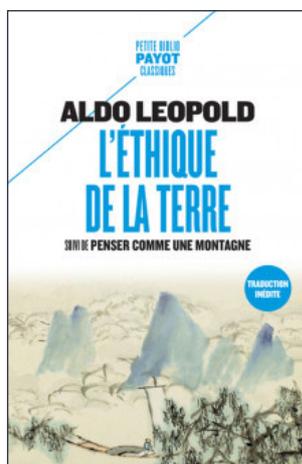


Lecture : 26 % des indépendants dans le secteur de l'agriculture sont dépendants d'une relation amont.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi se déclarant indépendants.

Source : [Insee](https://www.insee.fr)

Muriel Mahé
Centre d'études et de prospective
MAA
muriel.mahé@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



LEOLPOLD Aldo
L'éthique de la terre
Éditions Payot & Rivages,
nouvelle traduction janvier 2019, 143 pages

Avant l'américain Aldo Leopold (1887-1948), les réflexions sur l'environnement étaient centrées sur l'intérêt humain, la nature étant surtout perçue comme un espace de vie, une réserve de ressources ou un lieu d'expériences esthétiques. Avec lui, la perspective change, et s'inverse même : forestier de formation, il milite pour l'inscription de l'ensemble des êtres naturels dans notre système moral et en appelle à une « extension de l'éthique » à toutes les existences non-humaines. Théoricien de la restauration écologique, il privilégie une approche holistique et considère que la Terre, prise dans sa globalité, forme un seul et unique organisme vivant (« communauté biotique »).

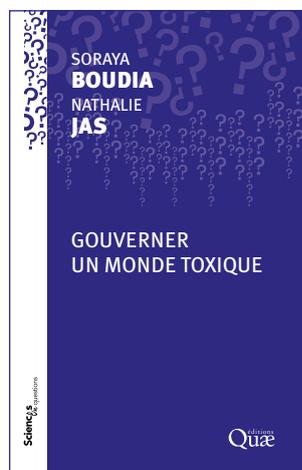
L'éthique de la terre, qui réunit trois articles publiés en 1933, 1939 et 1947, exprime clairement sa pensée. Déjà disponible en français depuis 2000, il faut saluer cette nouvelle traduction, plus alerte, accompagnée de huit autres textes emblématiques de son œuvre. Contre l'anthropocentrisme religieux qui met l'homme au centre de la création, Leopold s'inspire d'une part de Kant, pour conférer une *valeur intrinsèque* à l'environnement, et d'autre part de Darwin pour proposer une lecture évolutionniste des éco-systèmes. Il entame sa démonstration en déplorant qu'il « n'existe pas encore d'éthique de la relation de l'homme à la terre, aux plantes et aux animaux » (p. 15), et en affirmant que « notre problème consiste à convaincre les hommes d'étendre leur conscience sociale à la terre » (p. 27). Au fil des pages, il analyse les causes et les effets des désordres écologiques, et insiste à de nombreuses reprises sur la responsabilité première des activités agricoles. Au terme de son cheminement, après avoir révoqué en doute les

justifications économiques de l'exploitation de la nature, il livre cette maxime, restée célèbre : « une chose est bonne quand elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique, et mauvaise dans le cas contraire » (p. 53). D'autres textes du recueil, tels *Penser comme une montagne*, *Un bon chêne* ou *Esthétique d'une protection de la nature*, mi-philosophiques mi-littéraires, frapperont le lecteur par leur force de conviction.

Tout le livre atteste de la profondeur d'analyse de Leopold, de ses nombreuses intuitions et anticipations prospectives. De plus, il jalonne ses raisonnements de synthèses percutantes : « il serait difficile de calculer les dommages que se causent mutuellement les mammifères privés de leurs prédateurs naturels et les pâturages privés de leurs plantes vivrières indigènes. Les cultures agricoles, prises entre ces deux boulets de la gabegie écologique, ne sont sauvées qu'au prix d'indemnités sans fin et de kilomètres de barbelé » (p. 110). Mais ces textes surprennent avant tout par leur modernité. *L'éthique de la terre*, en particulier, n'a pas pris une ride et semble avoir été écrit très récemment. La surprenante actualité de ses pensées, pourtant anciennes, explique que Leopold soit si souvent adulé comme un « prophète » par les environnementalistes contemporains.

Bruno Héault
Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BOUDIA Soraya, JAS Nathalie
Gouverner un monde toxique
Éditions Quæ, mars 2019, 124 pages

S. Boudia (CNRS) et N. Jas (Inra) livrent un essai sombre sur l'essor, au XX^e siècle, d'un modèle de développement économique reposant sur l'industrie chimique. Comme le rappelle le premier chapitre, on assiste à partir de 1945 au déferlement de nouvelles molécules, notamment en provenance de la pétrochimie. Ceci permet de renouveler les productions dans tous les secteurs, par exemple en agriculture et agroalimentaire avec les pesticides, les engrais ou les emballages.

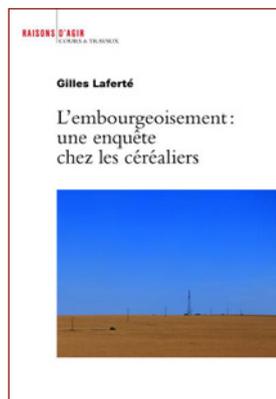
Chiffres à l'appui, les auteures esquissent une géographie mondiale de l'extraction des matières premières, de la production et des utilisations des produits chimiques. Elles mettent en évidence une « chaîne de pollutions » dont les effets cumulatifs sur l'environnement et les populations ne sont souvent reconnus que bien après. D'après elles, les instances de régulation sont, dès le début, dépassées par la masse d'innovations à évaluer, et en retard sur les impacts écologiques et sociaux. Trois régimes de régulation se succèdent et se superposent, auxquels sont consacrés les trois autres chapitres de l'ouvrage.

Après 1945, le « gouvernement par la maîtrise » vise à qualifier les substances selon leurs usages et leur toxicité, à confiner les dangers, à réparer des accidents. Des collaborations internationales

sont rendues nécessaires, notamment sur les additifs alimentaires, autour de la « valeur limite », des doses journalières admissibles (DJA) ou des « listes positives » de substances autorisées, etc. À la fin des années 1960, face à une vive contestation, les systèmes de régulation se reconfigurent autour des notions de « risque » et d'« acceptabilité ». Le nucléaire sert alors de « laboratoire » pour un nouveau mode de régulation basé sur « une mise en balance des bénéfiques et des risques d'une activité ». Enfin, à partir des années 1990, les dégradations environnementales s'accroissant, émergent de nouvelles politiques autour de l'adaptation et de la recherche de résilience, marquées par une certaine résignation, voire un cynisme politique. Pour les auteures, assez pessimistes, « les transformations qu'on observe dans le monde de la régulation », avec une « volonté renouvelée de ne pas entraver certains types d'activité économique », donnent peu de « raisons de penser qu'une prise de conscience salutaire serait à l'œuvre ».

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective
MAA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



BRUNEAU Ivan, LAFERTÉ Gilles,
MISHI Julian, RENAHY Nicolas (dirs.)
Mondes ruraux et classes sociales
Éditions EHESS, 2018, 266 pages

LAFERTÉ Gilles
L'embourgeoisement : une enquête chez les céréaliers
Éditions Raisons d'agir, 2018, 366 pages

« Tout se produit nécessairement en un lieu donné », disait le sociologue Howard Becker (*Les ficelles du métier*, 1998). Mais que se produit-il alors, ici ou là, dans les campagnes françaises ? Comment différents groupes sociaux y cohabitent-ils ? Et quelles interactions concrètes entretiennent les personnes, en fonction de leurs origines, de leurs appartenances et de leurs trajectoires ? Plus généralement, quelle importance accorder aux « lieux » dans l'analyse des transformations de la ruralité ? C'est à ces questions qu'entend répondre l'ouvrage d'Ivan Bruneau *et al.*, issu d'une recherche collective menée depuis 2007 sur un territoire (anonymisé) du centre-est de la France, très peu dense, où les catégories populaires sont largement majoritaires.

On y trouvera des chapitres sur le fonctionnement d'une société communale de chasse ou sur un entrepreneur de travaux forestiers. D'autres s'intéressent aux luttes politiques locales, aux réactions des enseignants face à la fermeture de classes ou encore à l'évolution des rapports entre ouvriers et cadres au sein d'un établissement industriel. Particulièrement intéressantes sont les pages consacrées par Gilles Laferté au processus d'enrichissement des céréaliers. Il insiste sur leur ethos du travail indépendant, similaire à celui des commerçants et des agents immobiliers. Représentatifs des « classes populaires argentées », ils ont accumulé un capital économique qui les place au niveau des cadres pour les revenus et des professions libérales pour le patrimoine. Mais leur situation reste fragile, car elle dépend surtout de variables externes qui

leur échappent (PAC, politiques nationales, prix internationaux, etc.), et la légitimité de leur réussite est contestée par la « vraie » bourgeoisie locale, et plus encore nationale, qui s'étonne de leur ascension trop rapide et souligne la faiblesse de leur capital éducatif et culturel.

Ces évolutions sont plus longuement et finement analysées par Laferté dans son ouvrage consacré à « l'embourgeoisement » des exploitants en grandes cultures. Sur le même territoire du centre-est, il décrit l'élévation de ces bénéficiaires directs du modèle productiviste agricole. Son travail, très documenté et alerte, renouvelle la sociologie des agriculteurs à plusieurs titres. D'abord, il s'intéresse aux puissants qui réussissent, alors que la sociologie et l'économie se focalisent plutôt, de longue date, sur les petits ou les précaires. En second lieu, il insiste sur la mobilité sociale imputable non pas à l'élévation des qualifications et compétences, mais à l'accumulation de revenus et de patrimoine. Troisièmement, loin des discours homogénéisant habituels, il souligne la grande diversité du monde agricole et le fractionnement de cette catégorie socio-professionnelle. Enfin, son analyse qualitative révèle des transformations insaisissables par l'objectivité des quantifications, et sa démarche monographique, à l'échelle d'un territoire local, permet de sortir des lectures nationales dominantes de la structure sociale.

Bruno Hérault
Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Sans adieu

film de Christophe AGOU

sortie DVD en novembre 2018

Le photographe Christophe Agou, originaire de Montbrison (Forez), a publié en 2010 un livre (*Face au silence*, Actes Sud), sur la vie des petits paysans de sa région. Il travailla ensuite jusqu'à sa mort en 2015 à la réalisation d'un long métrage. Celui-ci fut sélectionné au festival de Cannes 2017, puis sortit en salle la même année. Il vient d'être édité et distribué en DVD par Blaq Out.

Son film n'est pas du tout représentatif de l'agriculture d'aujourd'hui, ni de la petite paysannerie qui continue à subsister. Il témoigne seulement de la fraction la plus miséreuse des paysans qui, après avoir existé en masse, ont aujourd'hui quasiment disparu. Son objectif est de nous les donner à voir et d'enregistrer leurs paroles. Les images sobres, sans dialogues, sont seulement ponctuées de soliloques et d'extraits de journaux radiophoniques en voix off.

Claudette, 75 ans, est le personnage principal. Tour à tour douce ou violente, hargneuse ou réfléchie, agaçante ou amusante, souvent criailleuse, solitaire et endettée, elle n'arrive pas à louer ses terres pour prendre sa retraite, et peste contre l'administration, le notaire, la banque, les assistantes sociales. Elle trime sans fin, les pieds dans la boue, mais conduit fièrement sa voiture, cherche son coq et engueule toujours son chien. Elle dit qu'elle préférerait être morte plutôt que de vivre sa vie, mais elle conjure tout de même le sort en disant « sans adieu ! » au réalisateur, après chaque prise de vues, pour être sûre de le revoir.

D'autres personnages plus secondaires se partagent l'écran. Raymond qui cohabite avec ses poules et court après ses vaches. Jean qui travaille à sa vigne pour supporter la mort de son frère. Mathilde, Jean-Baptiste et Jeanne, dans leur capharnaüm de misère noire et de chats. Jean-Clément et Bernadette, durement séparés de leur troupeau de vaches malades. Et enfin Christiane, la seule à parler d'amour, entre deux lessives à l'eau froide des montagnes. Tous vivent dans la saleté, le dénuement, entourés d'animaux salvateurs, burinés par les saisons, physiquement diminués, faisant d'amers constats (« on n'est plus maîtres de nos vies ») mais continuant à se battre : « Il faut lutter encore un peu, après je sais pas, bon, on verra bien... ».

Les images, belles et troublantes, sont rudes et crues, mais sans voyeurisme, sans misérabilisme, sans nostalgie. Agou n'a pas cherché à idéaliser ou victimiser le vieux monde paysan, mais à révéler ces gens de peu, ces gens de rien, ces vies de survie qui vivotent et que l'on ne voit pas. Son film n'est pas tragique, mais pathétique et tristement tendre, et parfois humoristique. Après être rentré dans l'intimité de ces résistants involontaires de la terre, derniers représentants d'un monde disparu, qui pourrait encore soutenir que « c'était mieux avant » ?

Bruno Héroult

Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



HAUDIQUET Philippe

Les paysans ne sont pas à vendre.
Treize documentaires (1970-1993)

Les Documents Cinématographiques - Crucial Films, 4 DVD, 2018

Ces près de huit heures de film évoquent un temps que les gens de vingt ans ne peuvent pas connaître. Et c'est bien la force du cinéma que de faire revivre au présent le son et l'image des événements passés. Nous montrer des paysans tels qu'ils étaient, attachés à leurs fermes, défenseurs de leur cause, soucieux de leur territoire : tel est l'objectif de cette série de documentaires réalisés dans les années 1970 par Philippe Haudiquet. Ses courts-métrages, réalistes et militants, fruits d'un travail artisanal et local, associent témoignages ethnographiques, sauvegarde culturelle et manifeste politique. Images-constats autant qu'images-combats, ils donnent à voir, et plus encore à entendre, un moment particulier de la civilisation paysanne.

Quatre films (1973-1978) proposent une chronique de la bataille du Larzac. Ils décrivent les temps forts de la protestation collective non-violente, inspirée de Lanza del Vasto, contre la décision d'agrandir le camp militaire. À l'époque, les éleveurs disaient se battre pour leurs terres, mais aussi contre la raison d'État et les industries de guerre. Le slogan « les paysans ne sont pas à vendre », qui donne son titre au coffret, était inscrit sur les pancartes pour signifier qu'ils refusaient toute expropriation par le pouvoir central. D'inspiration occitane, sans être occitaniste, ce cinéma identitaire souligne les tensions entre tradition et modernité, entre protection du patrimoine (*Gardarem lo Larzac*, 1974) et préparation de l'avenir (*Les bâtisseurs*, 1978).

Les images du village de Sansa (Pyrénées orientales), tournées en 1970, montrent une

communauté semblant condamnée à disparaître, mais qui ne s'y résigne pas. Celles sur les derniers meuniers des *Moulins du Nord* (1971), associé à *Crépuscule* (1973), dressent un portrait du Westhoek, région transfrontalière franco-belge. Et n'oublions pas le portrait du cheval *Bibi* (1976), emmené par son propriétaire au tribunal, à travers les rue de Meulan, car un habitant voisin de son écurie se plaint du bruit qu'il fait avec ses sabots, chaque matin, pour avoir son avoine.

Tous ces films importent d'abord pour ce qu'ils montrent *directement* : des manières de travailler, des vies de famille, des jugements portés sur le monde, l'attachement des gens à leurs villages et l'inscription de ces villages dans les paysages. Ils valent aussi pour ce qu'ils suggèrent *indirectement* : les liens entre culture et histoire, entre histoire et espace, l'inexorable changement social, le sentiment d'un destin qui échappe et la peur de ne plus maîtriser sa vie. Beaucoup croyaient, comme dit Aimé Césaire, que « la voie la plus courte vers l'avenir est toujours celle qui passe par l'approfondissement du passé ». L'immense décalage entre les images d'Haudiquet et la réalité présente laisse penser que c'est une autre voie qui a été empruntée...

Bruno Héralut

Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



Le temps des forêts

film de François-Xavier DROUET
KMBO, sortie DVD en avril 2019

Documentariste passé par les sciences sociales, François-Xavier Drouet vit et travaille sur le plateau de Millevaches, recouvert au début du XX^e siècle d'une forêt à vocation de production, exploitée industriellement, d'abord constituée de pin sylvestre puis d'épicéa et maintenant de douglas. Partant de ses terres limousines, son film nous transporte dans le Morvan, l'Alsace, les Landes, la Montagne noire, dressant le portrait de la sylviculture intensive et de ses potentielles solutions de recharge. Il obtint un prix au festival de Locarno 2018 et sortit en salle en septembre de la même année. Il vient d'être édité en DVD par KMBO, avec en complément cinq longs et intéressants portraits d'acteurs (gestionnaires, technicien, bûcheron, scieur).

Le titre « *Le temps des forêts* » semble être une concession à l'engouement actuel pour l'arbre et le végétal. Les images et témoignages qu'on nous propose mériteraient plutôt de s'intituler « heurs et malheurs de la filière bois française » car, de l'amont à l'aval, c'est bien tout un système d'acteurs, d'habitudes, de techniques, de politiques et de rapports de pouvoir qui est décrit.

Hier, on privilégiait la gestion extensive de forêts anciennes, pluri-essences, à sous-étage riche, adaptées à leurs conditions pédoclimatiques. Il suffisait de laisser pousser et d'assurer la régénération naturelle et des revenus réguliers en prélevant parcimonieusement les beaux sujets. La complexité forestière créait un réseau racinaire dense d'arbres résistant bien aux vents et aux parasites. Les coupes de bois faisaient

l'activité de scieries locales, polyvalentes, travaillant à la demande, et alimentaient une deuxième transformation dynamique (construction, ameublement), capable d'exporter des produits à valeur ajoutée.

Depuis 20 à 30 ans, au contraire, c'est la capacité d'absorption des méga-scieries qui commande toute la chaîne. Elles exigent surtout du douglas jeune, de diamètre moyen, calé sur les standards internationaux imposés par les Scandinaves ou les Allemands. Il faut donc sortir rapidement de gros volumes « bord de route », qui finiront en planches bas de gamme ou en vulgaires palettes. Des abatteuses ultra-performantes mais très coûteuses font des coupes rases, puis on désouche, laboure puis replante en ligne droite des « champs d'arbres » mono-essences, sur des sols « propres » mais appauvris. La deuxième transformation française s'étant effondrée, les plus gros arbres, surtout feuillus, partent en Asie (Chine, Inde) puis nous reviennent sous forme de coûteux meubles et parquets. Cette gestion intensive, simplifiée, forcée, nécessite de lourds investissements et des cycles productifs de plus en plus courts. Elle a répondu aux impératifs d'une époque, mais est de plus en plus questionnée...

Bruno Hérauld

Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



CENTEMERI Laura
La permaculture ou l'art de réhabiter
Éditions Quæ, mai 2019, 152 pages

Dans ce petit ouvrage tiré de deux conférences-débats organisées fin 2017 à Angers et Avignon, L. Centemeri (CNRS) analyse la permaculture comme « mouvement environnementaliste, circulant à l'échelle transnationale ». Elle en retrace la naissance, dans les années 1970, dans les milieux de l'avant-garde écologiste de Tasmanie. B. Mollison et D. Holmgren proposent alors un changement de perspective sur l'agriculture, insistant sur « la conception d'un écosystème dont il faut appréhender les conditions de pérennisation » et sur « l'objectif d'une vie qui soit le plus autonome possible ».

Sous l'influence de penseurs anarchistes (Kropotkine notamment), la création de sites de démonstration, comme la ferme expérimentale de Mellidora (Victoria, Australie), est d'emblée pensée comme une condition de succès du mouvement. Celui-ci a son langage propre, celui des motifs (*patterns*) de la nature, qu'on cherche à imiter. La mise en place de cours de permaculture et d'une certification (diplômes sans valeur officielle), facilitent un premier déploiement international dans les années 1980 et 1990. Internet et la convergence avec les altermondialistes permettent une phase de relance dans les années 2000, notamment par une alliance avec les « Villes

en transition ». L'ouvrage donne toutefois peu d'informations sur les effectifs concernés.

Se compose ainsi l'image d'un « mouvement mosaïque, éclectique dans ses inspirations intellectuelles et politiques ». L'ouvrage n'éluide pas la question des dimensions religieuses voire réactionnaires (avec l'influence du bio-régionalisme), et évoque les relations avec les communautés de collapsologues (qui anticipent l'effondrement de nos sociétés, par exemple sous l'effet du *peak oil*). La variété des « philosophies » mobilisées par les permaculteurs conforte l'aspect « nébuleux » de ces mouvements politiques réticulaires, souvent proches de la théorie des communs ou du *care*. L'auteure souligne ainsi la portée critique de ce « nouvel environnementalisme du quotidien », tourné vers de nouvelles conceptions de la valeur et de la richesse dans nos sociétés.

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective
MAA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

Recommandations aux auteurs

● Format

Les manuscrits sont présentés sous format Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 80 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- les noms des auteurs et leurs institutions ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
 - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
 - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins trois membres du comité de rédaction et deux experts extérieurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Bruno Héroult, rédacteur en chef : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Notes et études socio-économiques

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Secrétariat Général

Service de la Statistique et de la Prospective

Centre d'études et de prospective

Renseignements et abonnement :

Bruno Hérault
Chef du Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

bruno.herault@agriculture.gouv.fr